

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**DÉSIGNATION ET REMPLACEMENT DES REPRÉSENTANTS DU CONSEIL RÉGIONAL DANS DIVERS
ORGANISMES - JUN 2025**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	9
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	17
Annexe 1 - Paris EUROPLACE	18
Annexe 2 - CDPPT	20
Annexe 3 - Observatoire Régional de Santé (ORS)	22
Annexe 4 - Île-de-France Nature	24
Annexe 5-a - CDSP	26
Annexe 5-b - CAO	28
Annexe 6 - Instances des missions locales	30
Annexe 7 - Secteur Recherche et enseignement supérieur	32
Annexe 8 - Remplacements	35

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. Secteur Relance, Attractivité, Développement économique et Innovation

Conseil d'administration, comité de pilotage et assemblée générale de Paris EUROPLACE

Association régie par la loi du 1er juillet 1901, Paris EUROPLACE a pour objet de concevoir, proposer et mettre en œuvre un ensemble d'actions visant au développement de la place financière de Paris et à sa promotion internationale, telles que l'organisation de conférences et l'accueil des établissements étrangers.

En application des dispositions des articles 12, 16 et 24 des statuts de l'association modifiés en 2019, la région Île-de-France, membre fondateur, siège au conseil d'administration, au comité de pilotage et à l'assemblée générale à raison d'un représentant désigné pour un mandat de quatre ans renouvelable au comité de pilotage, et pour la mandature régionale dans les deux autres instances.

Par délibération n° CR 2021-034 du 21 juillet 2021, dont le mandat arrive à son terme, un représentant a été désigné.

Il convient donc de procéder à la désignation, pour un mandat de quatre ans, au scrutin majoritaire à deux tours, d'un représentant qui siègera à la fois au conseil d'administration, au comité de pilotage et à l'assemblée générale.

2. Secteur Logement, Aménagement durable du territoire et SDRIFE

Commissions départementales de présence postale territoriale (CDPPT)

En application des dispositions des articles 1 à 4 du décret n° 2007-448 du 25 mars 2007 modifié relatif à la composition, aux attributions et au fonctionnement des CDPPT, celles-ci sont informées par La Poste des projets d'évolution du réseau postal dans le département et des projets d'intérêt local. Elles sont également chargées de donner un avis sur le projet de maillage des points de contact de La Poste dans le département, et de proposer la répartition de la dotation départementale du fonds postal national de péréquation territoriale.

En application des dispositions des règlements intérieurs des CDPPT modifiés entre 2020 et 2021, la région Île-de-France siège à chacune des huit commissions à raison de deux conseillers régionaux ou de leur suppléant désignés pour un mandat de trois ans.

Par délibération n° CR 2021-034 du 21 juillet 2021, dont le mandat est arrivé à terme, deux représentants et leur suppléant ont été désignés.

Il convient donc de procéder à la désignation, pour un mandat de trois ans, aux huit CDPPT, de deux représentants et de leur suppléant au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges à la plus forte moyenne.

3. Secteur Solidarités, Santé et Famille

Directoire de l'Observatoire Régional de Santé (ORS)

Département de l'IPR dédié à la santé, l'ORS concourt à l'observation, à la surveillance et à l'étude des questions sanitaires et sociales de l'Île-de-France. Sa vocation est de renforcer le dispositif régional d'études et d'observation de la santé des Franciliens en vue d'améliorer la connaissance sur les déterminants de santé, sur les inégalités sociales et territoriales de santé, sur les pathologies et leur évolution et sur la qualité de vie des différents groupes de population. L'ORS

participe ainsi à l'identification des besoins de santé des Franciliens.

En application des dispositions de l'article 2.1 de la convention triennale 2023-2025 de l'ORS, la région Île-de-France siège au directoire à raison de cinq représentants, dont le Vice-Président en charge du secteur Santé, désignés pour la mandature régionale. Ce dernier est présidé par le président de la Région ou son représentant.

Il convient donc de procéder à la désignation de cinq représentants, dont le Vice-Président en charge du secteur santé, au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges à la plus forte moyenne.

4. Secteur Transition écologique, Climat et Biodiversité

Assemblée générale d'Île-de-France Nature

Régie par les articles L.4413-2 et suivants du code général des collectivités territoriales, l'Agence Île-de-France nature, en substitution à l'Agence des Espaces Verts, protège le patrimoine naturel d'Île-de-France (forêts, terres agricoles, espaces paysagers), avec comme enjeu d'améliorer le cadre de vie des Franciliens et préserver le fragile équilibre entre la ville et la nature.

Par courrier du 20 mars 2025, il est demandé à la région Île-de-France de désigner dix-sept représentants au conseil d'administration d'Île-de-France nature pour un mandat de trois ans.

Il convient donc de procéder à la désignation, pour un mandat de trois ans, de dix-sept représentants au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges à la plus forte moyenne.

5. Secteur Administration générale, Efficacité administrative et Dialogue social

Commission d'appel d'offres (CAO), jury de concours et jury de conception-réalisation et marchés globaux de performance

En application de l'article 3 de la délibération n° CR 2021-065 du 17 novembre 2021, il convient de procéder au renouvellement annuel intégral de ces instances.

En application des dispositions des articles L1411-5, L1414-2 et D1411-3 et 4 du CGCT, le titulaire d'un marché public, passé selon une procédure formalisée dans le code de la commande publique, est choisi par une CAO comprenant cinq membres de l'assemblée délibérante et leur suppléant, élus en son sein et au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

En application des dispositions de l'article R2162-24 du code de la commande publique, les membres élus de la CAO font également partie des jurys pour les concours organisés par les collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements, à l'exception des établissements publics sociaux ou médico-sociaux et des offices publics de l'habitat.

Il convient de procéder à la désignation de cinq représentants et leurs suppléants au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges au plus fort reste.

Commission de délégation de service public (CDSP)

En application des dispositions des articles L1411-1 et 5 et D1411-3 et 4 du code général des collectivités territoriales (CGCT), les collectivités territoriales, leurs groupements ou leurs établissements publics peuvent confier la gestion d'un service public, dont elles ont la responsabilité, à un ou plusieurs opérateurs économiques par une convention de DSP définie à

l'article L1121-3 du code de la commande publique. Une commission analyse les dossiers de candidature et dresse la liste des candidats admis à présenter une offre après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, prévue aux articles L5212-1 à 4 du code du travail, et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant celui-ci.

Il convient de procéder à la désignation de cinq représentants et leurs suppléants au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges au plus fort reste.

6. Secteur Emploi et Formation

Instances des missions locales

En application des dispositions des articles L5314-1 et 2 du code du travail, des missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes peuvent être constituées, sous forme d'une association ou d'un GIP, entre l'État, des collectivités territoriales, des établissements publics, des organisations professionnelles et syndicales, ainsi que des associations. Dans le cadre de leur mission de service public pour l'emploi, elles ont pour objet d'aider les jeunes de seize à vingt-cinq ans révolus à résoudre l'ensemble des problèmes que pose leur insertion professionnelle et sociale, en assurant des fonctions d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement à l'accès à la formation professionnelle initiale ou continue, ou à un emploi.

En application des dispositions statutaires ou conventionnelles des missions locales, la région Île-de-France siège à leurs instances, à raison d'un ou plusieurs représentants ou de leur suppléant le cas échéant. Ces derniers sont désignés pour la mandature régionale sauf disposition contraire prévue par les textes.

Désignées par délibération n° CR 2021-034 du 21 juillet 2021, certaines instances arrivent à terme.

Il convient de procéder à la désignation de deux représentants et de leur suppléant au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges à la plus forte moyenne :

- à l'AG de la Mission locale intercommunale du Nord-Ouest Val-de-Marne (INNOVAM), située à Cachan : pour un mandat de deux ans.

Il convient de procéder à la désignation d'un représentant et de son suppléant au scrutin majoritaire à deux tours :

- à l'AG et au CA de la Mission locale pour l'emploi des jeunes d'Aulnay-sous-Bois : pour un mandat de deux ans ;
- à l'AG et au CA de la Mission locale pour l'emploi de la Dhuys, située à Clichy-sous-Bois : pour un mandat de deux ans.

Il convient donc de procéder à la désignation d'un représentant au scrutin majoritaire à deux tours :

- à l'AG et au CA de la Mission locale de la Plaine de France, située à Mitry-Mory : pour un mandat de trois ans renouvelable ;
- à l'AG, au CA et au bureau de la Mission locale intercommunale de Poissy – Conflans-Sainte-Honorine (MLIPC), située à Poissy : pour un mandat de trois ans renouvelable ;
- à l'AG et au CA de la Mission locale de La Lyr, située à Pantin : pour un mandat de deux ans.

7. Secteur Recherche et enseignement supérieur

Conseils d'administration et commissions de la recherche des universités

Établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPCSCP) jouissant de la personnalité morale et de l'autonomie pédagogique et scientifique, administrative et financière, les universités sont gérées de façon démocratique avec le concours de l'ensemble des personnels,

des étudiants et de personnalités extérieures. Pluridisciplinaires afin d'assurer le progrès de la connaissance et une formation scientifique, culturelle et professionnelle préparant notamment à l'exercice d'une profession, elles définissent leur politique de formation, d'aide à l'insertion professionnelle, de recherche et de documentation dans le cadre de la réglementation nationale et dans le respect de leurs engagements contractuels.

En application des dispositions des articles L712-3, L719-1 et D719-42, 45 et 46 du code de l'éducation, la région Île-de-France, personnalité extérieure, siège aux conseils d'administration des universités à raison d'un conseiller régional minimum. Les statuts de chaque EPCSCP définissent les autres instances dans lesquelles peuvent également être appelées à siéger les personnalités extérieures, le nombre de représentants membres des assemblées délibérantes pour les collectivités territoriales et leur suppléant qui doit être du même sexe, ainsi que la durée du mandat de ces derniers qui ne peut toutefois excéder quatre ans. Une personnalité extérieure ne peut siéger que dans une seule instance d'une même université.

Les différents mandats, institués par délibération n° CR 2021-034 du 21 juillet 2021, arrivent à terme.

Il convient de procéder à la désignation, pour un mandat de quatre ans, au scrutin majoritaire à deux tours, d'un représentant aux conseils d'administration des universités suivantes :

- Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.
- Sorbonne Université.
- Université Paris Sciences et Lettres (PSL).
- Université Sorbonne Paris Nord.
- Université Paris VIII Vincennes – Saint-Denis.
- Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne (UPEC).
- Université de Versailles – Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ).

Il convient de procéder à la désignation, pour un mandat de quatre ans, au scrutin majoritaire à deux tours, d'un représentant et de son suppléant aux conseils d'administration des universités suivantes :

- Université de Paris.
- Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3.
- Université Paris-Dauphine.
- CY Cergy Paris Université.
- Université Paris-Saclay.

Il convient de procéder à la désignation, pour un mandat de quatre ans, au scrutin majoritaire à deux tours, d'un représentant et de son suppléant du même sexe aux conseils d'administration et aux commissions de la recherche des universités suivantes :

- Université Paris II Panthéon-Assas.
- Université Paris Nanterre.
- Université d'Évry-Val-d'Essonne (UEVE).

Conseils d'administration des communautés d'universités et établissements (COMUE)

En application des dispositions des articles L718-2, 3, 7 et 11 et D719-42, 45 et 46 du code de l'éducation, sur un territoire académique ou interacadémique et sur la base d'un projet partagé, des établissements publics d'enseignement supérieur et des organismes de recherche partenaires peuvent choisir de coordonner leur offre de formation, ainsi que leur stratégie de recherche et de transfert. À cette fin, ces regroupements mettent en œuvre les compétences transférées par leurs membres, qui restent autonomes, et peuvent prendre la forme d'une COMUE, EPCSP.

La région Île-de-France, personnalité extérieure, siège aux conseils d'administration des COMUE à raison d'un conseiller régional minimum. Les statuts de chaque EPCSCP définissent les autres instances dans lesquelles peuvent également être appelées à siéger les personnalités extérieures, le nombre de représentants membres des assemblées délibérantes pour les collectivités

territoriales et leur suppléant qui doit être du même sexe, ainsi que la durée du mandat de ces derniers qui ne peut toutefois excéder quatre ans, sauf disposition réglementaire particulière. Une personnalité extérieure ne peut siéger que dans une seule instance d'une même COMUE. Les différents mandats, institués par délibération n° CR 2021-034 du 21 juillet 2021, arrivent à terme.

Il convient de procéder à la désignation, pour un mandat de quatre ans, au scrutin majoritaire à deux tours, d'un représentant au conseil d'administration de chacune des COMUE suivantes :

- COMUE HESAM Université.
- COMUE Université Paris Lumières (UPL).
- COMUE Paris-Est Sup.

Il convient de procéder à la désignation, pour un mandat de cinq ans, au scrutin majoritaire à deux tours, d'un représentant et de son suppléant au conseil d'administration de la COMUE Institut polytechnique du Grand Paris (IPGP).

Conseils d'administration des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS)

En application des dispositions des articles R822-9 et 10 du code de l'éducation, les CROUS sont placés sous la tutelle du ministre chargé de l'enseignement supérieur et instaurés dans chaque académie, mais dont le ressort territorial peut en couvrir plusieurs. Ces établissements publics à caractère administratif contribuent à la mise en œuvre de la politique nationale de vie étudiante en proposant les prestations et les services propres à améliorer les conditions de vie et d'étude. La région Île-de-France siège aux conseils d'administration des CROUS présidés par le recteur d'académie, à raison d'un représentant ou de son suppléant désignés pour un mandat de deux ans.

Les différents mandats, institués par délibération n° CR 2021-034 du 21 juillet 2021, arrivent à terme.

Il convient donc de procéder à la désignation, pour un mandat de deux ans, au scrutin majoritaire à deux tours, d'un représentant et de son suppléant aux conseils d'administration des CROUS des académies de Paris, Créteil et Versailles.

Conseil d'administration de l'Institut national des sciences et industries du vivant et de l'environnement (AgroParisTech)

EPCSCP placé sous la tutelle du ministre chargé de l'agriculture, AgroParisTech exerce notamment des missions d'appui à l'enseignement technique agricole, ainsi que des activités de formation initiale et continue, de recherche, de valorisation, de diffusion des connaissances, d'expertise et d'appui à l'innovation et à la création d'entreprise. En application des dispositions des articles 6 et 18 du décret n° 2006-1592 du 13 décembre 2006 modifié portant création d'AgroParisTech, la région Île-de-France siège au conseil d'administration, sur décision de ce dernier compte tenu de l'implantation de l'EPCSCP, à raison d'un représentant ou de son suppléant désignés pour un mandat de quatre ans renouvelable.

Par délibération n° CR 2021-034 du 21 juillet 2021, dont le mandat arrive à son terme, un représentant et son suppléant ont été désignés.

Il convient donc de procéder à la désignation, pour un mandat de quatre ans, d'un représentant et de son suppléant au scrutin majoritaire à deux tours.

8. Remplacement des représentants du conseil régional dans divers organismes

En application des articles L.4132-14 et 22 du code général des collectivités territoriales, et des articles 34 à 36 du règlement intérieur du conseil régional, il pourra être procédé à tous

remplacements de représentants de la collectivité dans les organismes où celle-ci siège. Le cas échéant et selon les propositions des groupes politiques composant l'assemblée régionale, la liste de ces remplacements sera annexée à la présente délibération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse', written in a cursive style.

VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 18 JUIN 2025

DÉSIGNATION ET REMPLACEMENT DES REPRÉSENTANTS DU CONSEIL RÉGIONAL DANS DIVERS ORGANISMES - JUIN 2025

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code du travail ;

VU le décret n° 2004-186 du 26 février 2004 modifié portant création de l'université Paris-Dauphine ;

VU le décret n° 2006-1592 du 13 décembre 2006 modifié portant création d'AgroParisTech ;

VU le décret n° 2007-448 du 25 mars 2007 modifié relatif à la composition, aux attributions et au fonctionnement des commissions départementales de présence postale territoriale ;

VU le décret n° 2014-1676 du 29 décembre 2014 portant approbation des statuts de la communauté d'universités et établissements « Institut polytechnique du Grand Paris » ;

VU le décret n° 2014-1677 du 29 décembre 2014 modifié portant approbation des statuts de la communauté d'universités et établissements « Université Paris Lumières » ;

VU le décret n° 2015-1065 du 26 août 2015 modifié portant approbation des statuts de la communauté d'universités et établissements « HESAM Université » ;

VU le décret n° 2015-1927 du 31 décembre 2015 relatif à l'Établissement public d'aménagement de Paris-Saclay ;

VU le décret n° 2019-209 du 20 mars 2019 portant création de l'Université de Paris et approbation de ses statuts ;

VU la délibération n° CR 2021-034 du 21 juillet 2021 portant désignation et remplacement des représentants du conseil régional dans divers organismes ;

VU la délibération CR 2021-065 du 17 novembre 2021 portant désignation et remplacement des représentants du conseil régional dans divers organismes ;

VU la délibération n° CR 2024-027 du 29 mai 2024 portant désignation et remplacement des représentants du conseil régional dans divers organismes ;

VU la convention constitutive de la Mission locale de la Plaine de France modifiée en 2014 ;

VU la convention triennale 2023-2025 de l'Observatoire Régional de Santé ;

VU les statuts de la Mission locale de La Lyr modifiés en 2009 ;

- VU** les statuts de la Mission locale pour l'emploi de la Dhuys modifiés en 2014 ;
- VU** les statuts de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne modifiés en 2016 ;
- VU** les statuts de l'Université Paris VIII Vincennes – Saint-Denis modifiés en 2016 ;
- VU** les statuts de l'Université d'Évry-Val-d'Essonne modifiés en 2016 ;
- VU** les statuts de Sorbonne Université modifiés en 2017 ;
- VU** les statuts de la Mission locale intercommunale de Poissy – Conflans-Sainte-Honorine (MLIPC) modifiés en 2017 ;
- VU** les statuts de la COMUE Paris-Est Sup modifiés en 2018 ;
- VU** les statuts de l'Université Paris Sciences et Lettres modifiés en 2019 ;
- VU** les statuts de l'Université Sorbonne Paris Nord modifiés en 2019 ;
- VU** les statuts de l'association Paris EUROPLACE modifiés en 2019 ;
- VU** les statuts de l'Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3 modifiés en 2020 ;
- VU** les statuts de l'Université Versailles – Saint-Quentin-en-Yvelines modifiés en 2020 ;
- VU** les statuts de l'Université Paris II Panthéon-Assas modifiés en 2020 ;
- VU** les statuts de l'Université de Paris Nanterre modifiés en 2020 ;
- VU** les statuts de l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne (UPEC) modifiés en 2020 ;
- VU** les statuts de la Mission locale pour l'emploi des jeunes d'Aulnay-sous-Bois modifiés en 2020 ;
- VU** le règlement intérieur de la commission départementale de présence postale territoriale de Paris (CDPPT 75) modifié en 2020 ;
- VU** le règlement intérieur de la CDPPT 77 modifié en 2020 ;
- VU** le règlement intérieur de la CDPPT 78 modifié en 2020 ;
- VU** le règlement intérieur de la CDPPT 91 modifié en 2020 ;
- VU** le règlement intérieur de la CDPPT 94 modifié en 2020 ;
- VU** le règlement intérieur de la CDPPT 95 modifié en 2020 ;
- VU** le règlement intérieur de la CDPPT 92 modifié en 2021 ;
- VU** le règlement intérieur de la CDPPT 93 modifié en 2021 ;
- VU** le rapport n°CR 2025-018 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

1. Secteur Relance, Attractivité, Développement économique et Innovation

Conseil d'administration, comité de pilotage et assemblée générale de Paris EUROPLACE

Association régie par la loi du 1er juillet 1901, Paris EUROPLACE a pour objet de concevoir, proposer et mettre en œuvre un ensemble d'actions visant au développement de la place financière de Paris et à sa promotion internationale, telles que l'organisation de conférences et l'accueil des établissements étrangers.

En application des dispositions des articles 12, 16 et 24 des statuts de l'association modifiés en 2019, la région Île-de-France, membre fondateur, siège au conseil d'administration, au comité de pilotage et à l'assemblée générale à raison d'un représentant désigné pour un mandat de quatre ans renouvelable au comité de pilotage, et pour la mandature régionale dans les deux autres instances.

Par délibération n° CR 2021-034 du 21 juillet 2021, dont le mandat arrive à son terme, un représentant a été désigné.

Il convient donc de procéder à la désignation, pour un mandat de quatre ans, au scrutin majoritaire à deux tours, d'un représentant qui siègera à la fois au conseil d'administration, au comité de pilotage et à l'assemblée générale.

2. Secteur Logement, Aménagement durable du territoire et SDRIFE

Commissions départementales de présence postale territoriale (CDPPT)

En application des dispositions des articles 1 à 4 du décret n° 2007-448 du 25 mars 2007 modifié relatif à la composition, aux attributions et au fonctionnement des CDPPT, celles-ci sont informées par La Poste des projets d'évolution du réseau postal dans le département et des projets d'intérêt local. Elles sont également chargées de donner un avis sur le projet de maillage des points de contact de La Poste dans le département, et de proposer la répartition de la dotation départementale du fonds postal national de péréquation territoriale.

En application des dispositions des règlements intérieurs des CDPPT modifiés entre 2020 et 2021, la région Île-de-France siège à chacune des huit commissions à raison de deux conseillers régionaux ou de leur suppléant désignés pour un mandat de trois ans.

Par délibération n° CR 2021-034 du 21 juillet 2021, dont le mandat est arrivé à terme, deux représentants et leur suppléant ont été désignés.

Il convient donc de procéder à la désignation, pour un mandat de trois ans, aux huit CDPPT, de deux représentants et de leur suppléant au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges à la plus forte moyenne.

3. Secteur Solidarités, Santé et Famille

Directoire de l'Observatoire Régional de Santé (ORS)

Département de l'IPR dédié à la santé, l'ORS concourt à l'observation, à la surveillance et à l'étude des questions sanitaires et sociales de l'Île-de-France. Sa vocation est de renforcer le dispositif régional d'études et d'observation de la santé des Franciliens en vue d'améliorer la connaissance sur les déterminants de santé, sur les inégalités sociales et territoriales de santé, sur les pathologies et leur évolution et sur la qualité de vie des différents groupes de population. L'ORS participe ainsi à l'identification des besoins de santé des Franciliens.

En application des dispositions de l'article 2.1 de la convention triennale 2023-2025 de l'ORS, la région Île-de-France siège au directoire à raison de cinq représentants, dont le Vice-Président en

charge du secteur Santé, désignés pour la mandature régionale. Ce dernier est présidé par le président de la Région ou son représentant.

Il convient donc de procéder à la désignation de cinq représentants, dont le Vice-Président en charge du secteur santé, au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges à la plus forte moyenne.

4. Secteur Transition écologique, Climat et Biodiversité

Assemblée générale d'Île-de-France Nature

Régie par les articles L.4413-2 et suivants du code général des collectivités territoriales, l'Agence Île-de-France nature, en substitution à l'Agence des Espaces Verts, protège le patrimoine naturel d'Île-de-France (forêts, terres agricoles, espaces paysagers), avec comme enjeu d'améliorer le cadre de vie des Franciliens et préserver le fragile équilibre entre la ville et la nature.

Par courrier du 20 mars 2025, il est demandé à la région Île-de-France de désigner dix-sept représentants au conseil d'administration d'Île-de-France nature pour un mandat de trois ans.

Il convient donc de procéder à la désignation, pour un mandat de trois ans, de dix-sept représentants au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges à la plus forte moyenne.

5. Secteur Administration générale, Efficacité administrative et Dialogue social

Commission d'appel d'offres (CAO), jury de concours et jury de conception-réalisation et marchés globaux de performance

En application de l'article 3 de la délibération n° CR 2021-065 du 17 novembre 2021, il convient de procéder au renouvellement annuel intégral de ces instances.

En application des dispositions des articles L1411-5, L1414-2 et D1411-3 et 4 du CGCT, le titulaire d'un marché public, passé selon une procédure formalisée dans le code de la commande publique, est choisi par une CAO comprenant cinq membres de l'assemblée délibérante et leur suppléant, élus en son sein et au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

En application des dispositions de l'article R2162-24 du code de la commande publique, les membres élus de la CAO font également partie des jurys pour les concours organisés par les collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements, à l'exception des établissements publics sociaux ou médico-sociaux et des offices publics de l'habitat.

Il convient de procéder à la désignation de cinq représentants et leurs suppléants au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges au plus fort reste.

Commission de délégation de service public (CDSP)

En application des dispositions des articles L1411-1 et 5 et D1411-3 et 4 du code général des collectivités territoriales (CGCT), les collectivités territoriales, leurs groupements ou leurs établissements publics peuvent confier la gestion d'un service public, dont elles ont la responsabilité, à un ou plusieurs opérateurs économiques par une convention de DSP définie à l'article L1121-3 du code de la commande publique. Une commission analyse les dossiers de candidature et dresse la liste des candidats admis à présenter une offre après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs

handicapés, prévue aux articles L5212-1 à 4 du code du travail, et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant celui-ci.

Il convient de procéder à la désignation de cinq représentants et leurs suppléants au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges au plus fort reste.

6. Secteur Emploi et Formation

Instances des missions locales

En application des dispositions des articles L5314-1 et 2 du code du travail, des missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes peuvent être constituées, sous forme d'une association ou d'un GIP, entre l'État, des collectivités territoriales, des établissements publics, des organisations professionnelles et syndicales, ainsi que des associations. Dans le cadre de leur mission de service public pour l'emploi, elles ont pour objet d'aider les jeunes de seize à vingt-cinq ans révolus à résoudre l'ensemble des problèmes que pose leur insertion professionnelle et sociale, en assurant des fonctions d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement à l'accès à la formation professionnelle initiale ou continue, ou à un emploi.

En application des dispositions statutaires ou conventionnelles des missions locales, la région Île-de-France siège à leurs instances, à raison d'un ou plusieurs représentants ou de leur suppléant le cas échéant. Ces derniers sont désignés pour la mandature régionale sauf disposition contraire prévue par les textes.

Désignées par délibération n° CR 2021-034 du 21 juillet 2021, certaines instances arrivent à terme.

Il convient de procéder à la désignation de deux représentants et de leur suppléant au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges à la plus forte moyenne :

- à l'AG de la Mission locale intercommunale du Nord-Ouest Val-de-Marne (INNOVAM), située à Cachan : pour un mandat de deux ans.

Il convient de procéder à la désignation d'un représentant et de son suppléant au scrutin majoritaire à deux tours :

- à l'AG et au CA de la Mission locale pour l'emploi des jeunes d'Aulnay-sous-Bois : pour un mandat de deux ans ;
- à l'AG et au CA de la Mission locale pour l'emploi de la Dhuys, située à Clichy-sous-Bois : pour un mandat de deux ans.

Il convient donc de procéder à la désignation d'un représentant au scrutin majoritaire à deux tours :

- à l'AG et au CA de la Mission locale de la Plaine de France, située à Mitry-Mory : pour un mandat de trois ans renouvelable ;
- à l'AG, au CA et au bureau de la Mission locale intercommunale de Poissy – Conflans-Sainte-Honorine (MLIPC), située à Poissy : pour un mandat de trois ans renouvelable ;
- à l'AG et au CA de la Mission locale de La Lyr, située à Pantin : pour un mandat de deux ans.

7. Secteur Recherche et enseignement supérieur

Conseils d'administration et commissions de la recherche des universités

Établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPCSCP) jouissant de la personnalité morale et de l'autonomie pédagogique et scientifique, administrative et financière, les universités sont gérées de façon démocratique avec le concours de l'ensemble des personnels, des étudiants et de personnalités extérieures. Pluridisciplinaires afin d'assurer le progrès de la connaissance et une formation scientifique, culturelle et professionnelle préparant notamment à l'exercice d'une profession, elles définissent leur politique de formation, d'aide à l'insertion

professionnelle, de recherche et de documentation dans le cadre de la réglementation nationale et dans le respect de leurs engagements contractuels.

En application des dispositions des articles L712-3, L719-1 et D719-42, 45 et 46 du code de l'éducation, la région Île-de-France, personnalité extérieure, siège aux conseils d'administration des universités à raison d'un conseiller régional minimum. Les statuts de chaque EPCSCP définissent les autres instances dans lesquelles peuvent également être appelées à siéger les personnalités extérieures, le nombre de représentants membres des assemblées délibérantes pour les collectivités territoriales et leur suppléant qui doit être du même sexe, ainsi que la durée du mandat de ces derniers qui ne peut toutefois excéder quatre ans. Une personnalité extérieure ne peut siéger que dans une seule instance d'une même université.

Les différents mandats, institués par délibération n° CR 2021-034 du 21 juillet 2021, arrivent à terme.

Il convient de procéder à la désignation, pour un mandat de quatre ans, au scrutin majoritaire à deux tours, d'un représentant aux conseils d'administration des universités suivantes :

- Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.
- Sorbonne Université.
- Université Paris Sciences et Lettres (PSL).
- Université Sorbonne Paris Nord.
- Université Paris VIII Vincennes – Saint-Denis.
- Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne (UPEC).
- Université de Versailles – Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ).

Il convient de procéder à la désignation, pour un mandat de quatre ans, au scrutin majoritaire à deux tours, d'un représentant et de son suppléant aux conseils d'administration des universités suivantes :

- Université de Paris.
- Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3.
- Université Paris-Dauphine.
- CY Cergy Paris Université.
- Université Paris-Saclay.

Il convient de procéder à la désignation, pour un mandat de quatre ans, au scrutin majoritaire à deux tours, d'un représentant et de son suppléant du même sexe aux conseils d'administration et aux commissions de la recherche des universités suivantes :

- Université Paris II Panthéon-Assas.
- Université Paris Nanterre.
- Université d'Évry-Val-d'Essonne (UEVE).

Conseils d'administration des communautés d'universités et établissements (COMUE)

En application des dispositions des articles L718-2, 3, 7 et 11 et D719-42, 45 et 46 du code de l'éducation, sur un territoire académique ou interacadémique et sur la base d'un projet partagé, des établissements publics d'enseignement supérieur et des organismes de recherche partenaires peuvent choisir de coordonner leur offre de formation, ainsi que leur stratégie de recherche et de transfert. À cette fin, ces regroupements mettent en œuvre les compétences transférées par leurs membres, qui restent autonomes, et peuvent prendre la forme d'une COMUE, EPCSP.

La région Île-de-France, personnalité extérieure, siège aux conseils d'administration des COMUE à raison d'un conseiller régional minimum. Les statuts de chaque EPCSCP définissent les autres instances dans lesquelles peuvent également être appelées à siéger les personnalités extérieures, le nombre de représentants membres des assemblées délibérantes pour les collectivités territoriales et leur suppléant qui doit être du même sexe, ainsi que la durée du mandat de ces derniers qui ne peut toutefois excéder quatre ans, sauf disposition réglementaire particulière. Une personnalité extérieure ne peut siéger que dans une seule instance d'une même COMUE.

Les différents mandats, institués par délibération n° CR 2021-034 du 21 juillet 2021, arrivent à terme.

Il convient de procéder à la désignation, pour un mandat de quatre ans, au scrutin majoritaire à deux tours, d'un représentant au conseil d'administration de chacune des COMUE suivantes :

- COMUE HESAM Université.
- COMUE Université Paris Lumières (UPL).
- COMUE Paris-Est Sup.

Il convient de procéder à la désignation, pour un mandat de cinq ans, au scrutin majoritaire à deux tours, d'un représentant et de son suppléant au conseil d'administration de la COMUE Institut polytechnique du Grand Paris (IPGP).

Conseils d'administration des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS)

En application des dispositions des articles R822-9 et 10 du code de l'éducation, les CROUS sont placés sous la tutelle du ministre chargé de l'enseignement supérieur et instaurés dans chaque académie, mais dont le ressort territorial peut en couvrir plusieurs. Ces établissements publics à caractère administratif contribuent à la mise en œuvre de la politique nationale de vie étudiante en proposant les prestations et les services propres à améliorer les conditions de vie et d'étude. La région Île-de-France siège aux conseils d'administration des CROUS présidés par le recteur d'académie, à raison d'un représentant ou de son suppléant désignés pour un mandat de deux ans.

Les différents mandats, institués par délibération n° CR 2021-034 du 21 juillet 2021, arrivent à terme.

Il convient donc de procéder à la désignation, pour un mandat de deux ans, au scrutin majoritaire à deux tours, d'un représentant et de son suppléant aux conseils d'administration des CROUS des académies de Paris, Créteil et Versailles.

Conseil d'administration de l'Institut national des sciences et industries du vivant et de l'environnement (AgroParisTech)

EPCSCP placé sous la tutelle du ministre chargé de l'agriculture, AgroParisTech exerce notamment des missions d'appui à l'enseignement technique agricole, ainsi que des activités de formation initiale et continue, de recherche, de valorisation, de diffusion des connaissances, d'expertise et d'appui à l'innovation et à la création d'entreprise. En application des dispositions des articles 6 et 18 du décret n° 2006-1592 du 13 décembre 2006 modifié portant création d'AgroParisTech, la région Île-de-France siège au conseil d'administration, sur décision de ce dernier compte tenu de l'implantation de l'EPCSCP, à raison d'un représentant ou de son suppléant désignés pour un mandat de quatre ans renouvelable.

Par délibération n° CR 2021-034 du 21 juillet 2021, dont le mandat arrive à son terme, un représentant et son suppléant ont été désignés.

Il convient donc de procéder à la désignation, pour un mandat de quatre ans, d'un représentant et de son suppléant au scrutin majoritaire à deux tours.

8. Remplacement des représentants du conseil régional dans divers organismes

En application des articles L.4132-14 et 22 du code général des collectivités territoriales, et des articles 34 à 36 du règlement intérieur du conseil régional, il pourra être procédé à tous remplacements de représentants de la collectivité dans les organismes où celle-ci siège. Le cas échéant et selon les propositions des groupes politiques composant l'assemblée régionale, la liste de ces remplacements sera annexée à la présente délibération.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Paris EUROPLACE

Annexe à compléter selon les propositions des groupes politiques composant l'assemblée régionale et telles que figurant dans le bulletin de vote n°1.

**Conseil d'administration, comité de pilotage et assemblée générale de Paris
EUROPLACE**

Désigne, pour un mandat de quatre ans, un représentant siégeant à la fois au conseil d'administration, au comité de pilotage et à l'assemblée générale, au scrutin majoritaire à deux tours :

M.

Annexe 2 - CDPPT

Annexe à compléter selon les propositions des groupes politiques composant l'assemblée régionale et telles que figurant dans le bulletin de vote n°2.

Commissions départementales de présence postale territoriale (CDPPT)

Désigne, pour un mandat de trois ans, deux représentants et leur suppléant au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges à la plus forte moyenne :

	TITULAIRES	SUPPLEANTS
CDPPT 75	M. M.	M. M.
CDPPT 77	M. M.	M. M.
CDPPT 78	M. M.	M. M.
CDPPT 91	M. M.	M. M.
CDPPT 92	M. M.	M. M.
CDPPT 94	M. M.	M. M.
CDPPT 94	M. M.	M. M.
CDPPT 95	M. M.	M. M.

Annexe 3 - Observatoire Régional de Santé (ORS)

Annexe à compléter selon les propositions des groupes politiques composant l'assemblée régionale et telles que figurant dans le bulletin de vote n°3.

Directoire de l'Observatoire Régional de Santé (ORS)

Désigne cinq représentants, dont le Vice-Président en charge du secteur santé, au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges à la plus forte moyenne :

M.

M.

M.

M.

M.

Annexe 4 - Île-de-France Nature

Annexe à compléter selon les propositions des groupes politiques composant l'assemblée régionale et telles que figurant dans le bulletin de vote n°4.

Assemblée générale d'Île-de-France Nature

Désigne, pour un mandat de trois ans, dix-sept représentants au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges à la plus forte moyenne :

M.

M.

M.

M.

M.

M.

M.

M.

M.

M.

M.

M.

M.

M.

M.

M.

M.

Annexe 5-a - CDSP

Annexe à compléter selon les propositions des groupes politiques composant l'assemblée régionale et telles que figurant dans le bulletin de vote n°5-a.

Commission de délégation de service public (CDSP)

Désigne, pour un mandat d'un an, cinq représentants et leurs suppléants au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges au plus fort reste :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
M.	M.
M.	M.
M.	M.
M.	M.
M.	M.

Annexe 5-b - CAO

Annexe à compléter selon les propositions des groupes politiques composant l'assemblée régionale et telles que figurant dans le bulletin de vote n°5-b.

Commission d'appel d'offres (CAO), au jury de concours et au jury de conception-réalisation et marchés globaux de performance

Désigne, pour un mandat d'un an, cinq représentants et leurs suppléants au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges au plus fort reste :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
M.	M.
M.	M.
M.	M.
M.	M.
M.	M.

Annexe 6 - Instances des missions locales

Annexe à compléter selon les propositions des groupes politiques composant l'assemblée régionale et telles que figurant dans le bulletin de vote n°6.

Instances des missions locales

Désigne deux représentants et leur suppléant au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges à la plus forte moyenne :

	TITULAIRES	SUPPLEANTS
AG de la Mission locale intercommunale du Nord-Ouest Val-de-Marne (INNOVAM)	M. M.	M. M.

Désigne un représentant et son suppléant au scrutin majoritaire à deux tours :

	TITULAIRES	SUPPLEANTS
AG et au CA de la Mission locale pour l'emploi des jeunes d'Aulnay-sous-Bois	M.	M.
AG et au CA de la Mission locale pour l'emploi de la Dhuis	M.	M.

Désigne un représentant au scrutin majoritaire à deux tours :

	TITULAIRES
AG et au CA de la Mission locale de la Plaine de France	M.
AG, au CA et au bureau de la Mission locale intercommunale de Poissy – Conflans-Sainte-Honorine (MLIPC)	M.
AG et au CA de la Mission locale de La Lyr	M.

Annexe 7 - Secteur Recherche et enseignement supérieur

Annexe à compléter selon les propositions des groupes politiques composant l'assemblée régionale et telles que figurant dans le bulletin de vote n°7.

Secteur Recherche et enseignement supérieur

Conseils d'administration et commissions de la recherche des universités

Désigne, pour un mandat de quatre ans, un représentant titulaire et un représentant suppléant, le cas échéant et du même sexe, au scrutin majoritaire à deux tours :

	CONSEIL D'ADMINISTRATION	COMMISSION DE LA RECHERCHE
Université Paris 1 Panthéon Sorbonne	M.	<i>Non concerné</i>
Sorbonne Université	M.	<i>Non concerné</i>
Université Paris Sciences et Lettres (PSL)	M.	<i>Non concerné</i>
Université Sorbonne Paris Nord	M.	<i>Non concerné</i>
Université Paris VIII Vincennes – Saint- Denis	M.	<i>Non concerné</i>
Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne (UPEC)	M.	<i>Non concerné</i>
Université de Versailles – Saint-Quentin-en- Yvelines (UVSQ)	M.	<i>Non concerné</i>
Université de Paris	M. M.	<i>Non concerné</i>
Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3	M. M.	<i>Non concerné</i>
Université Paris- Dauphine	M. M.	<i>Non concerné</i>
CY Cergy Paris Université	M. M.	<i>Non concerné</i>
Université Paris-Saclay	M. M.	<i>Non concerné</i>
Université Paris II Panthéon-Assas	M. M.	M. M.
Université Paris Nanterre	M. M.	M. M.
Université d'Évry-Val- d'Essonne (UEVE)	M. M.	M. M.

Conseils d'administration des communautés d'universités et établissements (COMUE)

Désigne, pour un mandat de cinq ans, un représentant au scrutin majoritaire à deux tours :

	TITULAIRE
HESAM Université	M.
Université Paris Lumières (UPL)	M.
Paris-Est Sup	M.

Conseils d'administration des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) de Paris, Créteil et Versailles

Désigne, pour un mandat de deux ans, un représentant et son suppléant au scrutin majoritaire à deux tours :

	TITULAIRE	SUPPLEANT
Académie de Paris	M.	M.
Académie de Créteil	M.	M.
Académie de Versailles	M.	M.

Conseil d'administration de l'Institut national des sciences et industries du vivant et de l'environnement (AgroParisTech)

Désigne, pour un mandat de quatre ans, un représentant et son suppléant au scrutin majoritaire à deux tours :

M.

M.

Annexe 8 - Remplacements

Annexe à compléter selon les propositions des groupes politiques composant l'assemblée régionale et telles que figurant dans le bulletin de vote n°8.

BULLETIN DE VOTE N°8
REMPLACEMENT DES REPRÉSENTANTS
DU CONSEIL RÉGIONAL DANS DIVERS ORGANISMES

SCRUTIN DE LA SÉANCE PLÉNIÈRE DU MERCREDI 18 JUIN 2025

RAPPORT CR 2025-018

DÉMISSIONS

CANDIDATURES

Conseil d'administration de la SEM Genopole

Jean-Marc GERMAIN (SER)	Titulaire	
-------------------------	-----------	--

Conseil de surveillance de la SEM Île-de-France Energies

Jean-Marc GERMAIN (SER)	Titulaire	
-------------------------	-----------	--

Comité de l'évaluation des politiques publiques (CEPP)

Jean-Marc GERMAIN (SER)	Titulaire	
-------------------------	-----------	--

Assemblée générale et Conseil d'administration de la Mission locale de Paris

Jean-Marc GERMAIN (SER)	Titulaire	
-------------------------	-----------	--